Gervais Carpin, le réseau du Canada. Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628 - 1662)

Alain Croix

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1572>

DOI : 10.4000/abpo.1572

ISBN : 978-2-7535-1487-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 septembre 2002

Pagination : 160-162

ISBN : 978-2-86847-768-2

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Alain Croix, « Gervais Carpin, le réseau du Canada. Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628 - 1662) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 109-3 | 2002, mis en ligne le 20 septembre 2004, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1572> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.1572>

Enfin, ces études contribuent à illustrer les diverses facettes de l'espace maritime : espace frontière, voie commerciale ou chemin vers la liberté pour les persécutés. Il se trouve ponctué de relais, d'étapes et de points d'appuis qui sont autant d'éléments participant à une géographie des réseaux.

Ce volume dépasse donc très largement la simple commémoration de l'édit de Nantes.

Dans la conclusion des actes de ce colloque, Philippe Joutard souligne la dimension internationale des contributions réunies ici : sur 19 communications, 10 portent sur la rive américaine, s'étendant du Canada au Brésil hollandais et les apports des historiens américains et hollandais sur ce « protestantisme atlantique » sont importants.

Alain HUGON

Gervais CARPIN, *le réseau du Canada. Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France* (1628-1662), Septentrion/PU Paris-Sorbonne, Québec/Paris, 2001, vii-555 p.

Ce livre, au premier abord, force l'attention, et pas seulement parce qu'il nous vient d'une école historique québécoise en plein épanouissement : il aborde une question fondamentale, une *terra incognita* de l'histoire moderne, à savoir les raisons de la mobilité géographique. Il le fait dans un cadre évidemment bien choisi : étudier la Nouvelle-France permet de s'appuyer sur des recherches érudites très avancées (généalogie, fichiers nominatifs) ; le faire au moment des véritables débuts de la colonie (entre la création de la Compagnie de la Nouvelle-France et le retour au domaine royal des territoires qui lui ont été concédés) permet d'éviter la question de l'image du Canada sur les partants et donc de mettre l'accent sur les facteurs internes à la France, en donnant ainsi à l'étude une valeur d'exemplarité qui dépasse de loin le seul exemple canadien. L'ouvrage de Gervais Carpin concerne donc avant tout l'histoire de la France, et l'association de deux éditeurs est parfaitement logique.

Le champ de l'étude est raisonnable : un peu plus de 7000 individus (les recherches de Gervais Carpin lui ont permis de compléter les travaux de Trudel), en privilégiant cependant ceux pour lesquels on dispose d'un contrat d'engagement et les cas bien groupés, plus propices à des recherches en profondeur, en l'occurrence les départs du Perche *via* Dieppe et Rouen, et les départs vers l'Acadie *via* La Rochelle. Le choix méthodologique est juste, d'autant que G. Carpin n'hésite pas à étoffer son propos d'exemples empruntés à d'autres régions d'origine et d'autres ports. L'ouvrage se caractérise d'ailleurs, de bout en bout, par une grande maîtrise au service du propos ; ainsi le plan est-il logiquement déséquilibré, qui ne consacre que trois courts chapitres à l'aspect le moins novateur, à savoir l'étude de l'organisation de la colonie et de son peuplement : G. Carpin y souligne, sans surprise, la part décisive du politique, et celle de l'économie, le religieux restant au niveau de la pétition de principe.

Le cœur de l'ouvrage tient dans l'étude des « recruteurs ». Au-delà des périéties techniques (le rôle de la Compagnie est plus ou moins direct selon les périodes), on voit clairement le rôle de quelques associés, simplement *quelques*, le rôle des notables portuaires liés aux intérêts coloniaux qui s'adressent le plus souvent à des immigrants de fraîche date à la condition économique fragile. On s'attendait un peu à ces conclusions qui présentent cependant le mérite de la

solide confirmation. L'étude du rôle des recruteurs privés de la vallée du Saint-Laurent et de l'Acadie est sans doute le volet le plus original de l'enquête. On voit comment les communautés religieuses, en profitant d'un certain nombre de passages gratuits, utilisent à plein le réseau des Jésuites et les informations que ceux-ci diffusent par leurs relations, les conseils prodigués, les incitations à émigrer, et on touche concrètement du doigt le caractère quasiment individualisé de la démarche : ce que j'aime particulièrement chez G. Carpin est son très habile maniement du chiffre, ici indispensable pour éclairer un propos qui échappe ainsi au danger que serait la simple étude de cas. Rappeler qu'en 30 ans les communautés religieuses ne recrutent ainsi que 220 engagés – 7 par an en moyenne, à l'échelle de l'ensemble du royaume – évite de poser le problème en termes trop généraux... G. Carpin aborde tour à tour le cas des religieuses hospitalières, des ursulines, de la société missionnaire de Notre-Dame de Montréal, de quelques particuliers même, qui recrutent des engagés à échelle aussi modeste, et livre chemin faisant de précieuses indications : le rôle de véritables marchands d'hommes, à l'exemple de ce Jean Bourdon qui, en 1655, fait recruter par un marchand de La Rochelle 19 hommes qu'il cède ensuite à d'autres colons avec un substantiel bénéfice; le réseau personnel à La Flèche d'un des fondateurs de la colonie de Montréal, Jérôme Le Royer; l'effet de groupe qui conduit à recruter dans les ports quatre, cinq, parfois dix personnes qui se connaissent et viennent du même « pays ». Au-delà du cas exceptionnel – et assez extraordinaire – du recrutement par petite annonce (celle que Charles de La Tour passe en 1633 dans *La Gazette de France*...) ou de la conservation d'une lettre incitant au voyage, l'enquête bute il est vrai d'irritante manière sur la question du mode de diffusion de l'information, qui semble à l'évidence un bouche à oreille efficace pour recruter de si faibles quantités d'individus; sur la question aussi des motifs qui conduisent les engagés à oser l'aventure, qui semblent à l'évidence relever dans bon nombre de cas de la misère, à l'exemple de ce groupe de huit familles de Marans aux liens de parenté avérés qui s'engagent en 1659 mais sont si démunies que la Société de Montréal doit les prendre en charge totalement. L'irritation, qu'on le comprenne bien, est celle du chercheur confronté au silence des sources, mais je crois qu'on est rarement allé aussi loin, aussi près donc de l'individu confronté à un choix de vie aussi capital.

L'étude des recrutés, logiquement assez brève compte tenu de l'extrême difficulté du rassemblement de sources, confirme pleinement les conclusions de l'enquête sur les recruteurs. G. Carpin y démontre l'illusion de « régions » de recrutement, phénomène qui apparaît comme la simple conséquence du rôle des relations familiales : allant plus loin que Debien dans La constitution du corpus de contrats d'engagement (42 nouveaux sur un total de 529), utilisant les travaux de Jacques Mathieu, il fait feu de toutes sources pour démontrer que la majorité des migrants rejoignent un parent déjà installé au Canada et que quelques individus seulement (Robert Giffard, seigneur de Beauport, et ses parents éloignés les frères Juchereau) ont fait l'essentiel du peuplement du début, en faisant jouer leurs relations de parenté, d'affaires, de parrainages, vivifiées par un retour de temps en temps dans leur région d'origine, le Perche. Le peuplement de la Nouvelle-France est une migration à toute petite échelle, on ne le soulignera jamais assez, peut-être comparable à ces réseaux d'immigration qui, du *xvi^e* siècle à nos jours, expliquent les concentrations d'immigrés originaires d'une région très précise dans une profession ou un lieu d'immigration précis.

Le très beau travail de Gervais Carpin (même s'il faut relever quelques bavures techniques : des notes regroupées en fin de volume, des indications de sources d'une imprécision rare!), plus encore qu'une recherche en histoire moderne,

apparaît donc comme une étude sur le phénomène de l'immigration, centrée à juste titre sur les réseaux – regroupement familial compris –. La particularité d'une partie de ses sources est indiscutable, mais nous disposons à l'inverse, dans le cadre « métropolitain », de possibilités à ce jour quasi inexploitées dans la perspective de l'étude de la mobilité : je pense en particulier aux archives notariales et aux archives judiciaires. Il est donc raisonnable d'espérer que la méthode inspirera des chercheur(e)s de l'ancienne France et les incitera à se lancer dans l'exploration de nos migrations intérieures encore si peu connues.

Alain CROIX

Gauthier AUBERT, *Le président de Robien, gentilhomme et savant dans la Bretagne des Lumières*, Rennes, PUR, coll. « Art et Société », 2001, 396 p.

Un examen attentif du portrait de Christophe-Paul de Robien sur la couverture du livre peut-il indiquer que, malgré l'énergie consacrée par ce gentilhomme breton à montrer, puis à faire reconnaître la supériorité de son rang, la vraie vie, pour lui, était ailleurs ?

C'est finalement ce que montre l'ouvrage de Gauthier Aubert sur le président de Robien, résultat d'une traque systématique et fructueuse qui l'a amené partout où pouvaient être conservées des traces du célèbre magistrat et de son action. L'objectif est de cerner un personnage dans son milieu avec la volonté farouche d'en établir l'éventuelle originalité ou au contraire d'en constater le conformisme. C'est donc muni des enseignements fournis par de très importantes lectures que G. Aubert a entrepris l'étude de trois ensembles documentaires : les écrits savants du président de Robien, ce qui reste des archives familiales des Robien de l'Ancien Régime et les documents classiques de l'histoire sociale tels que registres fiscaux, lettres, minutes notariales, afin de retrouver des traces du personnage. Mais il ne s'est pas arrêté là, pour cerner le personnage dans son siècle, il a regardé vers d'autres curieux ou amateurs bretons du XVIII^e siècle, ainsi que vers les élites urbaines en général, dont il a dépouillé les inventaires sur 15 ans (1741-1755) dans cinq villes (Rennes, Nantes, Saint-Malo, Brest, Quimper), soit 454 dossiers...

Bien qu'elle soit considérée en 1781 par Chérin comme « noblesse maigre », la famille de Robien apparaît régulièrement dans les archives dès le XIII^e siècle, comme une moyenne noblesse, essentiellement composée d'hommes d'armes ; jusqu'au début du XVI^e siècle, elle reste enracinée dans le pays de Quintin. Elle franchit une nouvelle étape en entrant au service de la reine de France, Claude, fille d'Anne de Bretagne ; au milieu du XVI^e siècle, la francisation du nom (et l'abandon de l'ancienne forme Rocbihan), témoigne de l'ascension sociale de la famille. Celle-ci s'explique également par la confirmation de la fidélité à la monarchie française, et en particulier à Henri IV. Christophe I^{er} (1573-1625) reçoit le collier de l'ordre de Saint-Michel, est fait premier gentilhomme de la chambre et gouverneur de la ville et du comté de Quintin. Son petit-fils Sébastien entre au Parlement en 1655 comme conseiller originaire. Il effectue là le même choix qu'une partie de la noblesse militaire médiévale qui tente de conserver son influence à l'époque où le caractère administratif de la monarchie s'accroît : le Parlement est le lieu du pouvoir provincial. La famille n'abandonne pas l'épée : le premier parlementaire de la famille n'est qu'un cadet, son frère aîné se destinait à la carrière des armes. La situation est inversée à la génération suivante,